

Nous sommes comme ça !

Par Maâmar Farah

Pourquoi sommes-nous comme ça ? Qu'est-ce qui nous pousse à être aussi critiques vis-à-vis du pouvoir, de ses pratiques, de ses options, de ses perspectives dans tous les domaines ? Pourquoi, au moment où d'autres confrères nous expliquent que «ça va mieux» et qu'il faut désormais croire dans le «miracle algérien», reconnu d'ailleurs par beaucoup d'observateurs étrangers ; pourquoi, à ce moment précis, sommes-nous les plus sceptiques, les moins enthousiastes à applaudir les chiffres de la croissance et du chômage ? Comment se fait-il que nous disons exactement le contraire de ce que dit M. Belkhadem ? Mais aussi de ce que clament MM. Ouyahia et Soltani et M^{me} Hanoune dont on se demande si elle n'est pas la meilleure représentante du système ! Reste que quelques démocrates continuent de penser comme nous, mais ils sont tellement calculateurs dans leurs discours, dans leur manière d'agir, qu'ils nous rappellent, au fond, qu'ils ne sont que des politiciens ! Pourtant, nos lecteurs savent qui nous sommes. Depuis 1999, nous n'avons pas changé alors que d'autres sont passés par toutes les saisons politiques pour nous expliquer une chose et son contraire. M. Bouteflika, dont nous reconnaissons qu'il a été porté à la magistrature suprême par le suffrage universel – il n'y a aucun doute là-dessus – n'était pas, pour nous, le meilleur choix pour l'Algérie de ce début de millénaire. Nous l'écrivions en 1999. Nous l'avons réécrit en 2000, en 2002, en 2004 et en 2007 ! Nous n'avons jamais cessé de le répéter, même au moment où une véritable

chape de plomb s'abattait sur le pays. Au moment où, jamais, depuis l'indépendance, on n'a vu une telle dictature, un tel culte de la personnalité et une telle docilité du personnel politique !

Quel immense gâchis dans un pays qui n'a jamais été aussi riche ! Pourquoi, bon sang, les centaines de milliards de dollars créent-ils ce sentiment d'immense injustice, de grande frustration qui sont le lot des Algériens ? En fait, la grande question qui se pose à l'Algérie d'aujourd'hui est toute simple : la nouvelle bourgeoisie affairiste est-elle capable de répondre aux véritables attentes du peuple, et principalement à celle des couches les plus démunies ? Tout est là : quand des dirigeants se prennent pour des seigneurs, s'entourant d'une véritable cour et d'un protocole digne des fastes impériaux, tout devient possible, toutes les dérives sont envisageables !

D'où nous vient ce luxe tapageur, insolent, étranger à nos mœurs ? Et d'autant plus choquant que la majorité de la population est au bord du chaos économique et social. D'un côté, les pachas qui vivent dans un autre monde, et de l'autre, la majorité du peuple réduite à attendre d'hypothétiques aides de l'Etat pour manger à sa faim, s'habiller convenablement – heureusement qu'il y a les stocks américains ! – se soigner ou essayer de le faire, voter, etc. Pour beaucoup de familles, la question de la survie est au centre des préoccupations. Par le miracle des «mises à niveau» et des «réajustements» ultralibéraux, nous en sommes arrivés à revivre les affres de la période coloniale ! L'électricité, dont le prix grimpe subrepticement, n'est plus

à la portée de certains. Retour à la bougie et au quinquet, quand on a la chance d'en dénicher un chez la grand-mère. Tous les jours, je suis sollicité par des connaissances pour les aider à payer leurs factures d'électricité ! Et celles de l'eau, revues par des partenaires étrangers imprégnés du système du profit, vont bientôt obliger les couches démunies à revenir aux fontaines publiques !

Ces grandes familles qui achètent des châteaux en Europe et se payent des résidences de rêve en Algérie, produits du «miracle algérien», mènent une vie qui n'a de pareille que dans les séries d'Hollywood. Sont-elles issues de la vieille bourgeoisie algérienne qui a trimé des décades pour arriver à une telle réussite ? Non, au contraire, les riches d'avant, qui avaient le sens de la solidarité et qui ne peuvent se détourner du regard d'un employé mal payé ou du visage d'un enfant malade, ces vrais «riches» qui sont d'abord des hommes de cœur et qui ont bâti leurs fortunes au prix d'un labeur harassant, qui savent ce que veut dire mettre la main à la pâte ; ces gens-là ont été terrassés par le rouleau compresseur des «réformes» à sens unique. L'ouverture des frontières au bric-à-brac qui nous inonde de partout, les difficultés en matière d'investissement et d'agrandissement des unités, la bureaucratie, les impôts excessifs et la corruption ont fini par décourager les plus émérites. La réussite fulgurante est plutôt du côté des importateurs. Tu ne produis rien, tu passes un coup de fil, tu payes souvent après avoir vendu la marchandise, et tu te fais des milliards. Quel est le mérite d'un importateur ? Je n'en vois aucun ! Le mérite d'un

industriel est de produire en Algérie, de faire travailler des Algériens et de participer activement à la relance économique. Celui-là, il faut l'aider, qu'il soit du secteur public et privé. Nous avons des entreprises algériennes à 100% qui font des miracles, face à une concurrence impitoyable ! Quand je vois Hamoud Boualem résister à un géant mondial comme Coca-Cola, chose qui n'est jamais arrivée dans aucun pays pénétré par la fameuse boisson américaine, je me sens fier d'être algérien. Quand je vois le succès de nos eaux minérales, comme Ifri, des yaourts, les meilleures du Maghreb, comme Soummam, des huiles Cevital, des jus Rouiba, Vitajus et Toudja, et tant d'autres réussites encore, je me dis que les Algériens n'ont même pas besoin de partenariat pour réussir ! Ils nous le prouvent ! Que l'Etat les aide, qu'il leur donne les moyens d'aller plus loin. Je sais, par exemple, que Cevital ambitionnait de lancer une véritable industrie agro-industrielle intégrant la partie agricole. Produire ici la betterave pour le sucre, le tournesol pour l'huile et les végétaux divers pour la margarine, arrêter les importations de ces produits, n'est-ce pas là un ambitieux projet de rénovation économique, inscrit dans la perspective de l'indépendance alimentaire ? Et pourtant, ces centaines de milliers d'hectares situés dans les meilleures plaines du pays et qui se perdent dans la culture spéculative, quand ils ne sont pas bouffés par le béton, peuvent permettre à nos grandes industries agro-alimentaires de réaliser de nouveaux miracles dont on parlera longtemps.

Pourquoi importer la poudre de lait à des centaines

de millions de dollars ? Les grands complexes laitiers – publics et privés – peuvent participer à la production de lait si l'Etat trouve les formules idoines pour une exploitation intelligente des grandes fermes d'élevage bovin ! Mais là aussi, il faut sortir du discours démagogique et de l'autosatisfaction pour trouver des solutions rentables sur le plan économique. Mais le clan de l'importation du sucre et du lait en poudre laissera-t-il faire sans broncher ?

Pourquoi sommes-nous comme ça ? Je vous assure que, parfois, la nuit, quand aucun bruit, ni aucune agitation ne viennent déranger la grande éloquence de la conscience, il nous arrive de nous poser cette question fondamentale. Pourquoi nous disons le contraire de ce que dit la télévision de Habib Chawki ? Pourquoi ?

Au fond, ce qui nous rassure, c'est que nous étions une toute petite minorité à penser que l'Algérie de 1999 faisait les mauvais choix. Disons que nous étions 5% à penser – et à écrire – que ça allait mal se terminer. Aujourd'hui,

il ne reste que 5% à répéter, à qui veut bien les entendre, que l'Algérie est toujours dans la bonne direction ! La majorité a compris que nous filons vers le désenchantement. L'affaire Khalifa a donné un tout petit aperçu des mœurs dans un pays qui a décidé de s'éloigner de ses valeurs ancestrales et des principes de sa révolution. Pourquoi sommes-nous comme ça ?

Au fond, quand je discute avec un industriel ou avec un chômeur, avec une femme ou un homme, un jeune ou un vieux, je trouve qu'ils pensent comme moi. Ils me disent que le système né en 1999 a créé



la grande désespérance ! Oui, notre rage est peut-être inexplicable si on la compare au discours démagogique des défenseurs du système. Mais, je vous assure qu'à force de fréquenter les harraga, sur les plages lointaines – pour les besoins d'un futur roman –, à force d'errer dans les campagnes désolées et les quartiers oubliés par ceux qui vivent dans les palais et ne savent plus marcher que sur les tapis rouges ; à force d'entendre la colère qui monte chez le vrai peuple, je me dis que nous avons raison d'être comme ça !

Et si vous pensez comme nous, ne leur offrez pas un chèque en blanc sous forme de bulletin de vote !

M. F.
(27 avril 2007)

P. S. : ce texte publié avant les élections législatives de 2007, qui furent un véritable échec pour le pouvoir, fait partie de centaines d'autres écrits de 2000 à 2010 qui disent la même chose. Nous n'avons jamais été entendu !

Quant à la pseudo-révolution de la télévision nationale, elle montre ses limites... L'Unique est plus unique que jamais. Incapable de voir ce qui se passe à quelques centaines de mètres de son siège, elle a parlé abondamment du... Soudan au moment même où la capitale s'embrasait. Comme d'habitude, l'Algérien est allé s'abreuver ailleurs ; et cet ailleurs est rarement innocent !

L'Algérie à la Une des médias français et toujours pas pour des événements heureux

Notre pays est, encore une fois, à la Une des médias français et malheureusement pas pour relayer de bonnes nouvelles. Emeutes, troubles, contagion, embrasement... presse écrite ou audiovisuelle se sont emparés des manifestations et s'interrogent sur ce paradoxe : «Comment un pays qui a engrangé des réserves de 155 milliards de dollars peut-il continuer à ignorer la situation catastrophique de sa jeunesse : chômage endémique ; manque de logements, envolée des prix des produits de première nécessité et, en fait, absence totale de perspectives, notamment pour les laissés-pour-compte par un système qui a tout verrouillé pour empêcher l'alternance.

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

Pour le quotidien *Le Monde*, comme pour beaucoup d'autres titres, «la simultanéité des mouvements de ces deux derniers jours a rappelé les émeutes d'octobre 1988... à la différence qu'à l'époque, les caisses de l'Etat avaient fondu à la suite de la chute des prix du pétrole, alors qu'aujourd'hui la contestation sociale se déroule sur fond de grande aisance sociale». Une aisance dont les chiffres «sont connus de la population et qui suscite une grande frustration». Le

quotidien communiste *l'Humanité*, qui titre «l'Algérie s'embrace contre le coût de la vie», relève ces soulèvements qui se déroulent alors que «les dirigeants annoncent en boucle que les caisses de l'Etat sont pleines à craquer». Et de noter que «ce climat de tension et d'affrontements rappelle celui vécu en Algérie lors de la révolte du 5 Octobre 1988.»

Le climat est à ce point tendu que «l'ensemble des matches de foot prévus ce week-end ont été annulés», relève la station de radio RFI qui relaie le site Afrik.com. L'hebdomadaire *le*



Photo : Samir Sid

Nouvel Observateur, qui titre «Les émeutes violentes s'étendent en Algérie», note que les manifestations «gagnent aussi bien les quartiers populaires que les quartiers huppés» et s'il relève que les commerces avaient en majorité baissé les rideaux et le centre-ville était vide de voitures, «en début de soirée, ce centre-ville «était bondé de jeunes gens».

Le scénario de ces deux derniers

jours évoque pour le quotidien *le Figaro* «la révolte d'Octobre 1988». Pour ce titre, «malgré l'embellie financière et une incontestable amélioration du front sécuritaire, les pratiques autoritaires et clientélistes du régime ont mené le pays vers une nouvelle impasse. Pour les jeunes laissés sur le carreau et qui tentent, au péril de leur vie, de rejoindre l'eldorado européen à bord d'embarcations de fortu-

ne, cette justice à deux vitesses alimente la révolte. L'état d'urgence, qui a plombé les libertés depuis 1992, et la neutralisation de tous les canaux de médiation ont fait le reste pour imposer la violence et l'émeute comme ultime moyen d'expression du mécontentement».

Et le rédacteur de ce papier du *Figaro* de penser qu'«avec la prière du vendredi, il faut s'attendre à l'entrée en scène des islamistes pour tenter d'en prendre le contrôle». Pour l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, qui fait le parallèle des émeutes dans notre pays et en Tunisie, «si les situations politiques divergent radicalement en Tunisie et en Algérie, les espoirs et les rêves brisés d'une jeunesse se sentant laissés-pour-compte de la croissance tendent à produire les mêmes effets».

Usure des élites politiques de la Tunisie comme de l'Algérie, estime le quotidien régional *la Voix du Nord*. Les émeutes dans les deux pays, selon ce titre, «témoignent d'un malaise social profond, aggravé par la crise économique et l'usure des élites politiques».

K.-B. A.